

LES BANQUES FRANÇAISES, FERS DE LANCE D'UNE FINANCE VERTE ET RESPONSABLE

Financer la transition énergétique, c'est le défi de nos banques qui multiplient les initiatives individuelles et les engagements collectifs pour le relever. En juillet 2019, elles ont rappelé leur volonté collective d'agir contre le changement climatique avec une série d'engagements qui complètent leurs actions individuelles. Cette déclaration de Paris Europlace prévoit notamment la création d'un observatoire des réalisations et des actions des acteurs de la Place financière de Paris en matière de finance verte et durable. C'est un réel pas en avant qui s'accompagne de la poursuite des travaux méthodologiques, en lien avec les autorités, sur l'évaluation de l'exposition des portefeuilles aux risques climatiques. Enfin, les banques se sont toutes engagées à adopter une stratégie carbone axée sur un calendrier global de désengagement.

La Fédération bancaire française a, quant à elle, adhéré en septembre 2019 aux « Principes pour une banque responsable » de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP FI).

Ces mesures renforcent les politiques audacieuses déjà mises en œuvre par les banques françaises en faveur de la transition vers l'économie de demain. Leur dynamisme s'exprime ainsi par de grands projets « climat » (éolien, solaire...), des partenariats Nord/Sud, une offre de solutions innovantes pour tous les projets « verts » de leurs clients (particuliers, entreprises, collectivités territoriales, États) et des produits d'épargne créés pour l'environnement. Cette large gamme de solutions permet aux banques françaises d'être présentes sur tous les types de projets, du financement d'infrastructures durables à celui de la rénovation thermique des logements individuels.

Et les montants alloués sont conséquents avec 35,8 Mds€ de financements consacrés aux énergies renouvelables par les six grandes banques fran-

çaises en 2018, et 15 Mds€ d'épargne réglementée utilisés par les banques pour financer des travaux d'économie d'énergie dans les bâtiments anciens. En outre, au premier semestre 2019, la France est le premier pays émetteur d'obligations vertes avec 15 Mds\$ soit plus de 14% des émissions mondiales.

Le risque climatique est clairement intégré dans les stratégies des banques. Elles analysent notamment la composition du mix énergétique de leurs clients afin d'orienter leurs politiques de financement et d'investissement. Et pour permettre d'accélérer le financement de la transition énergétique par l'industrie bancaire, elles proposent une solution concrète et innovante : le « Green Supporting Factor ».

Toutes ces évolutions font des banques françaises des acteurs engagés, moteurs au niveau mondial d'une finance verte. Pour que le mouvement s'accélère et s'amplifie, il faut néanmoins que tous les acteurs de l'écosystème – pouvoirs publics, collectivités, entreprises et ménages - s'investissent en faveur des énergies renouvelables. Pour y parvenir, un travail d'information et d'accompagnement est indispensable pour fournir à tous les moyens d'entreprendre les travaux énergétiques nécessaires.

Par cette publication, nous avons souhaité illustrer l'engagement et les actions concrètes les plus remarquables de l'industrie bancaire. Il est indéniable que nous continuerons, individuellement ou collectivement, à nous mobiliser. Quelles que soient les difficultés, notre volonté reste intacte : tendre vers une finance plus verte et responsable au service de la transition écologique.

Benoît de La Chapelle Bizot

Directeur général par intérim de la FBF